



Les **GRÉAT**

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 80

" Réfléchir à changer "

Avril – Juin 2022



Crédibilité des élections de 2018 Electorat et mouvance partidaire

Boubacar Bougoudogo

Table des matières

Résumé.....	1
Introduction.....	2
1. Elections de 2018.....	2
1.1. Participation au vote.....	2
1.2. Participation aux campagnes électorales.....	3
1.2.1. Participer à un meeting de campagne	4
1.2.2. Travailler pour un candidat ou un parti politique	5
1.2.3. Contacter un représentant de parti politique	6
1.2.4. Risque d'intimidation politique ou de violence.....	8
1.3. Les parties prenantes.....	9
1.3.1. Parti politique ayant contacté l'électeur	9
1.3.2. Couverture médiatique.....	10
1.3.3. Intervention des policiers ou militaires.....	11
1.3.4. Administration territoriale	12
1.4. Crédibilité des élections.....	13
1.4.1. Elections libres et transparentes	14
1.4.2. Offre de cadeau ou d'argent.....	15
1.4.3. Décompte des votes	15
1.4.4. Double vote de certains électeurs	16
1.4.5. Probabilité de viol du secret du vote	17
1.4.6. Fidélité des résultats proclamés.....	18
2. Elections et performances des élus.....	19
2.1. Les élus et leurs actions.....	19
2.1.1. Performances des élus et des chefs coutumiers	19
2.1.2. Responsables de l'action des élus	22
2.2. Utilité des élections	23
2.2.1. Représentativité des élus à l'Assemblée nationale.....	23
2.2.2. Révocabilité des dirigeants.....	24
2.2.3. Vote et projets de développement	25
3. Partis politiques et appartenance partidaira.....	26
3.1. Se sentir proche d'un quelconque parti politique	26
3.2. Se sentir proche de quel parti politique.....	27
3.3. Pour le candidat de quel parti voter demain.....	29
Conclusions.....	31

Résumé

GREAT a réalisé un sondage d'opinion entre le 16 mars et le 3 avril 2020 sur toute l'étendue du territoire en partenariat avec Afrobarometer sur un échantillon de 1'200 personnes. L'objectif était de recueillir les perceptions des citoyens âgés de 18 ans et plus sur un certain nombre de thématiques, à savoir la gouvernance, l'économie, la démocratie, la marche du pays, etc.

Le traitement de ces données a montré globalement l'engouement encore vivace auprès des maliens de la démocratie comme mode de gouvernance. Ils sont ainsi 69% à affirmer voté, avec 90% à Ségou, 78% à Tombouctou et 75% à Mopti. Malgré l'acceptation de ce mode de gestion, très peu de maliens ont participé aux campagnes (34%) et seulement 29% ont affirmé avoir travaillé pour un candidat. Près de 4 maliens sur 10 (36%) disent avoir été contactés par le représentant d'un parti politique pour 43% de vote favorable et 18% d'abstention. Cela dénote du défi qui reste pour les partis politiques en termes de mobilisation si l'on sait que les régions de Sikasso et de Koulikoro, étant des viviers importants d'électeurs potentiels, ne sont pas intéressées par le message politique.

Le risque d'intimidation politique ou de violence a été également perçu pendant ces élections, par 17%. La peur est plus perceptible en milieu rural et au niveau des femmes, respectivement 19% et 20% contre 13% et 14% pour les genres opposés. Le niveau de couverture médiatique a été jugé non équitable, eu égard aux réponses données par les citoyens (47%).

Plus de 6 personnes sur 10 (61%) ont estimé que les élections présidentielles de 2018 ont été irrégulières et cela est affirmé beaucoup plus à Bamako (74%), Gao-Kidal (72.5%) et Mopti (66.5%) comparativement à Koulikoro et Tombouctou (54% chacune). C'est pourquoi, elles n'ont été ni libres ni transparentes pour un peu plus d'un quart des répondants (26%). Malgré ces handicaps, les citoyens continuent à avoir confiance aux résultats proclamés par la CENI (72%), surtout à Tombouctou, Koulikoro et Sikasso, avec toutefois beaucoup de sceptiques à Bamako et parmi les personnes de plus haut niveau d'éducation.

La performance du président Ibrahim Boubacar Kéïta a été décriée par 61% des maliens, surtout dans les régions d'insécurité. Tout comme celle du Président, la performance du député est aussi décriée au Mali à l'issue du round 8 des enquêtes Afrobarometer avec 70% contre 29% d'avis favorable. Quant aux performances du conseiller communal, elles sont jugées mitigées (52% de désaccord contre 48% d'accord) bien que cette catégorie soit bien vue à Sikasso et Mopti avec 67% et 60%. Près de 8 maliens sur 10 (77%) sont d'accord avec les performances du chef traditionnel contrairement au Président de la République ou encore au député de la localité contre seulement 22% d'avis contraire. La performance du chef traditionnel est bien perçue à Sikasso où plus de 9 personnes sur 10 l'approuvent.

La majorité des maliens ne se sentent pas proches d'un quelconque parti politique, soit 51% contre 48% et cela davantage dans les régions de Sikasso, de Koulikoro et de Bamako (72%, 58% pour chacune des deux dernières régions).

Introduction

Le coup d'Etat de 2012 a marqué une rupture dans la démocratie électorale que le Mali avait prônée à la suite de la chute du Général Moussa Traoré en 1991. Après des négociations avec la communauté internationale, le pays a pu organiser des élections présidentielles en 2013 qui ont vu l'arrivée du Président Ibrahim Boubacar Kéïta au pouvoir, à la limite plébiscité par le peuple malien, cela à cause certainement de la perception d'homme de poigne qu'il incarnerait. L'année 2018 devenait donc un défi important pour l'organisation d'élections présidentielles transparentes et libres, surtout que le pays s'était enlisé dans divers scandales financiers, militaires, sécuritaires, etc.

Pour mesurer le niveau de satisfaction des citoyens et des citoyennes, le réseau Afrobarometer à travers GREAT a initié, comme à son habitude, une enquête d'opinion entre le 16 mars et le 3 avril 2020 auprès de 1'200 adultes maliens sur toute l'étendue du territoire national. En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Gao-Kidal et Tombouctou) produisent des résultats avec de très larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution. Il faut noter que les élections présidentielles ont eu les 29 juillet et 12 août 2018.

Le présent article portant sur la crédibilité des élections présidentielles de 2018, électorat et mouvance partidaira est structuré en 3 parties qui abordent successivement (i) les élections de 2018 en faisant le point de la participation au vote, le déroulement des campagnes électorales, les parties prenantes ou encore la crédibilité des élections, (ii) les actions des élus et l'utilité des élections sont décrites dans les élections et les performances des élections, et (iii) les partis politiques et l'appartenance partidaira sur la base des perceptions des maliens sur leur sentiment de proximité d'avec un quelconque parti politique, les sympathisants d'un parti politique ou encore l'intention de vote des citoyens si les élections devaient avoir lieu demain.

1. Elections de 2018

Le Mali a connu, pour sa sixième fois, des élections présidentielles en 2018, depuis l'ouverture démocratique en 1991. Ces élections se sont déroulées dans un contexte de crise multidimensionnelle, sécuritaire, politique et économique. En effet, le contexte malien était marqué par une recrudescence de l'insécurité qui s'est muée en conflit intercommunautaire au centre du pays. Si l'insécurité était globalement ressentie au Nord, elle s'est transportée au Sud, au Centre et à l'Ouest du pays. La perception des électeurs est ici traitée à travers la participation au vote, la participation aux campagnes électorales, la connaissance des parties prenantes ainsi que la crédibilité des élections.

1.1. Participation au vote

Près de 7 maliens sur dix (69%) ont affirmé avoir voté aux élections présidentielles de 2018 en moyenne. Ce taux de participation est inégalement répartie entre les régions, les milieux, par âge, par niveau d'éducation ou encore par appartenance partidaira. Le votant malien se recrute prioritairement dans les régions de Ségou avec près de 9 personnes sur 10, à Tombouctou pour 78% et à Mopti pour 75% et dans le milieu rural pour 73%. A l'inverse, les personnes vivant dans la capitale ne semblent pas avoir un engouement pour le vote avec

seulement 52% de votants déclarés, très en deçà de la moyenne nationale, soit un différentiel de 17 points de pourcentage.

Il faut noter que le goût pour le vote est plutôt marqué à partir de 36 ans où l'on observe 80% et plus de taux de vote, soit respectivement 80% pour les classes d'âge de 36-45 ans, plus de 65 ans et 83% pour les tranches d'âge de 46-55 ans et 56-65 ans. Une analyse plus fine par génération montre une proportionnalité entre le niveau de vote et la génération. Ainsi, plus l'on monte en génération, plus le taux de vote augmente, de 57% à 83%, de 18-35 ans à 61 ans et plus.

L'analyse de données Afrobarometer montre qu'il existe une relation inversement proportionnelle entre le niveau d'éducation et le taux de vote, allant de 74% pour les personnes sans éducation à 61% pour les personnes avec un niveau postsecondaire en passant par 65% pour les personnes du secondaire et 66% pour les personnes du primaire. Enfin, les partisans de la majorité sont plus enclins à voter à l'opposé des partisans de l'opposition, soit 86% contre 77%. Les partis politiques n'arrivent à mobiliser que seulement 58% de personnes ne se sentant proche d'aucun parti politique.

Tableau 1. Taux de participation au vote de 2018

		A voté aux élections de 2018
Région	Kayes	67%
	Koulikoro	63%
	Sikasso	67%
	Ségou	89%
	Mopti	75%
	Tombouctou	78%
	Gao-Kidal	72%
	Bamako	52%
Milieu	Urbain	61%
	Rural	73%
Age	18 - 25 ans	44%
	26 - 35 ans	68%
	36 - 45 ans	80%
	46 - 55 ans	83%
	56 - 65 ans	83%
	66+ ans	80%
Génération	18-35 ans	57%
	36-60 ans	81%
	61+ ans	83%
Education	Aucun	74%
	Primaire	66%
	Secondaire	65%
	Postsecondaire	61%
Mouvance	Proche d'aucun parti	58%
	Majorité	86%
	Opposition	77%
	NSP	100%
Total		69%

1.2. Participation aux campagnes électorales

La participation aux campagnes électorales de 2018 est analysée sous la forme de participation à un meeting de campagne, de travail pour un candidat/parti politique, de

contact d'un représentant de parti politique ou encore de risque d'intimidation politique ou de violence.

1.2.1. Participer à un meeting de campagne

Pendant les campagnes présidentielles de 2018, plus d'un tiers des citoyens (34%) ont affirmé participer à un meeting pour une moyenne nationale de votants de 41% contre seulement 16% d'abstention. Ce taux relativement faible s'explique par les régions de Koulikoro et de Sikasso avec des taux respectifs de 21% et de 28%, les femmes (28%) ou encore les analphabètes avec 28%, taux en deçà de la moyenne nationale de 34%.

L'on observe que les partis arrivent à faire participer un nombre relativement important de militants aux meetings de campagne dans les régions de Gao-Kidal, de Tombouctou et de Ségou pour 55%, 48% et 42% contre des taux de vote de l'ordre 65% pour la première région, 59% et 45% pour les deux derniers. Ici, un engouement important est remarqué pour la chose politique. Il faut noter qu'un peu plus d'un malien sur dix ayant participé aux meetings de campagne ne vote pas en général à l'exception des régions de Gao-Kidal, Kayes et Bamako où plus de 2 personnes sur 10 ayant participé aux meetings ne votent pas, soit plus exactement 29%, 24% et 22%. Les hommes participent plus aux meetings de campagne comparativement aux femmes et les votants dans ce lot sont également plus importants que dans celui des femmes, 48% contre 34% avec plus de 14 points de pourcentage de différence.

Il a été aussi demandé aux personnes ayant participé aux meetings pour quel parti ils voteraient. Ainsi, sur les 59% de personnes favorables à ASMA-CFP, 70% voteraient contre 15% de citoyens non votants, parti venant en première position des partis pouvant mobiliser des électeurs. Au second plan vient la CODEM avec 49% de participation aux meetings pour 60% d'intention de vote contre 11% seulement de non votants. Le parti au pouvoir de l'époque (RPM) n'arrive à faire participer que 37% aux meetings pour une capacité de mobilisation de votes favorables de 43% contre 13% d'abstention.

Tableau 2. Participation à un meeting de campagne en %

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	24%	37%	0%	33%
	Koulikoro	12%	27%	0%	21%
	Sikasso	11%	37%	0%	28%
	Ségou	11%	45%	0%	42%
	Mopti	10%	44%	0%	36%
	Tombouctou	13%	59%	0%	48%
	Gao-Kidal	29%	65%	0%	55%
	Bamako	22%	43%	0%	33%
Sexe	Homme	19%	48%	0%	40%
	Femme	14%	34%	0%	28%
Education	Aucun	14%	34%	0%	28%
	Primaire	13%	44%	0%	33%
	Secondaire	24%	63%	0%	49%
	Postsecondaire	24%	59%	0%	45%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	10%	22%	0%	17%
	Majorité	23%	55%	0%	51%
	Opposition	35%	57%	0%	52%
	NSP	0%	57%	0%	57%
Pour quel parti voterait demain	Ne voterait pas	16%	18%	0%	17%
	RPM	13%	43%	0%	37%
	URD	17%	55%	0%	46%
	ADEMA-PASJ	11%	46%	0%	38%
	RpDM	4%	38%	0%	26%
	CODEM	11%	60%	0%	49%
	ADP-Maliba	47%	43%	0%	45%
	YELEMA	11%	67%	0%	50%
	ASMA-CFP	15%	70%	0%	59%
	Autres	23%	47%	0%	41%
NSP	11%	27%	0%	23%	
Total		16%	41%	0%	34%

1.2.2. Travailler pour un candidat ou un parti politique

Près d'un tiers (29%) des maliens ont affirmé avoir travaillé pour un candidat ou un parti politique en 2018. Sur cet ensemble, près de 4 personnes sur 10 ont voté contre seulement 11% d'abstention. Les plus forts taux sont observés à Tombouctou, Gao-Kidal et Ségou avec respectivement 48%, 41% et 37%. Dans les premières régions, les partis arrivent à faire voter plus de la moitié des personnes ayant travaillé avec un candidat ou un parti politique avec 56% pour Tombouctou, 53% pour Gao-Kidal et 43% pour la capitale. Près de 2 maliens sur 10 refusent de voter après avoir travaillé pour un candidat ou un parti politique dans la région de Tombouctou (21%) et de Kayes (19%).

Les hommes participent plus aux activités partisanes que les femmes, 37% contre 20% avec des proportions de vote de l'ordre de 46% et 27%. Il faut noter que les partis politiques arrivent à faire travailler plus de trois personnes sur dix qui ont entre 36 et 65 ans (36% pour la classe 56-65 ans, 34% pour la classe d'âge 46-55 ans et 32% pour la classe d'âge de 36-45 ans) pour des taux de vote respectifs de 40%, 39% et 36%. Le taux de vote est très important quel que soit le niveau d'éducation comparativement au taux de travail pour un candidat ou un parti politique, soit 57% contre 43% pour le niveau secondaire, 50% contre 36% pour le postsecondaire, 42% contre 32% pour le primaire et 28% contre 23% pour aucun niveau d'éducation. Enfin, les partisans des partis ASMA-CFP, YELEMA et ADP-Maliba arrivent à

faire voter plus de militants comparativement aux taux de travail pour un candidat ou un parti politique, soit 57% contre 51% pour le premier parti, 55% contre 41% pour le second et 42% contre 32% pour le troisième.

Tableau 3. Travailler pour un candidat/parti politique

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	19%	32%	0%	28%
	Koulikoro	11%	34%	0%	25%
	Sikasso	4%	24%	0%	18%
	Ségou	11%	41%	0%	37%
	Mopti	4%	35%	0%	27%
	Tombouctou	21%	56%	0%	48%
	Gao-Kidal	10%	53%	0%	41%
	Bamako	12%	43%	0%	28%
Sexe	Homme	15%	46%	0%	37%
	Femme	7%	27%	0%	20%
Age	18 - 25 ans	8%	35%	0%	20%
	26 - 35 ans	11%	37%	0%	29%
	36 - 45 ans	16%	36%	0%	32%
	46 - 55 ans	11%	39%	0%	34%
	56 - 65 ans	14%	40%	0%	36%
	66+ ans	0%	24%	0%	20%
Education	Aucun	8%	28%	0%	23%
	Primaire	11%	42%	0%	32%
	Secondaire	17%	57%	0%	43%
	Postsecondaire	13%	50%	0%	36%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	5%	15%	0%	11%
	Majorité	20%	52%	0%	48%
	Opposition	27%	54%	0%	48%
	NSP	0%	24%	0%	24%
Pour quel parti voterait demain	Ne voterait pas	9%	22%	0%	14%
	RPM	12%	38%	0%	33%
	URD	19%	55%	0%	46%
	ADEMA-PASJ	0%	37%	0%	29%
	RpDM	4%	40%	0%	27%
	CODEM	11%	41%	0%	34%
	ADP-Maliba	21%	42%	0%	32%
	YELEMA	11%	55%	0%	41%
	ASMA-CFP	28%	57%	0%	51%
	Autres	27%	49%	0%	44%
Total	NSP	2%	16%	0%	12%
		11%	37%	0%	29%

1.2.3. Contacter un représentant de parti politique

Près de 4 maliens sur 10 (36%) disent avoir été contactés par le représentant d'un parti politique pour 43% de vote favorable et 18% d'abstention. Cette moyenne générale de 36% est tirée principalement par les régions de Gao-Kidal et Tombouctou où plus de la majorité des interviewés ont déclaré avoir été en contact avec un représentant de parti politique, soit 54% respectivement 53%. Si à Gao-Kidal, plus de 6 personnes sur 10 (62%) ont pu voter, ils ne sont que 54% à voter à Tombouctou après un contact avec un représentant de parti politique. Les plus faibles niveaux de contact ont été observés à Sikasso et Koulikoro où moins de 30% ont déclaré avoir eu un contact avec un représentant de parti politique (22% et

27%). Cela dénote du défi qu'il reste pour les partis politiques en termes de mobilisation si l'on sait que ces 2 régions regorgent d'un vivrier important d'électeurs potentiels.

Il faut noter que les hommes sont plus contactés que les femmes, soit 43% contre 28% pour un vote effectif de 51% contre 35% en faveur des hommes bien sûr. Egalement, les partis politiques sont arrivés à contacter pendant la campagne présidentielle de 2018 près de 50% des personnes de la classe d'âge de 56-65 ans, soit exactement 47% pour un taux effectif de vote de 52%. Nonobstant les contacts noués, près d'un quart des personnes des tranches d'âge 36-45 ans et 56-65 ans affirment ne pas avoir voté en 2018 (25% et 24%). Les partis politiques semblent plus intéressés par les personnes éduquées avec des taux de contact de 56% pour le secondaire et 48% pour le postsecondaire pour des taux de vote de 66% et 61%. L'opposition fait plus d'efforts que la majorité en termes de contact et de vote également, soit 56% contre 54% et 60% contre 58%.

En ce qui concerne les partis, l'ASMA-CFP et YELEMA viennent largement en tête avec 54% chacun pour des contacts. Ces 2 partis sont suivis par l'URD avec 52%. Plus de 6 personnes sur 10 contactées par l'ASMA-CFP n'ont pas voté (64%) pendant les élections présidentielles de 2018, Est-ce le signe du boycott passif de la consigne de vote en faveur du Président sortant, si l'on sait que le président de l'ASMA-CFP était premier ministre en son temps ?

Tableau 4. Contacter par un représentant de parti politique

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	18%	42%	0%	34%
	Koulikoro	10%	38%	0%	27%
	Sikasso	8%	28%	0%	22%
	Ségou	11%	46%	0%	42%
	Mopti	14%	47%	0%	39%
	Tombouctou	51%	54%	0%	53%
	Gao-Kidal	33%	62%	0%	54%
	Bamako	28%	55%	0%	42%
Sexe	Homme	23%	51%	0%	43%
	Femme	13%	35%	0%	28%
Age	18 - 25 ans	16%	44%	0%	28%
	26 - 35 ans	19%	41%	0%	34%
	36 - 45 ans	25%	43%	0%	40%
	46 - 55 ans	14%	47%	0%	41%
	56 - 65 ans	24%	52%	0%	47%
	66+ ans	9%	31%	0%	26%
Education	Aucun	10%	34%	0%	28%
	Primaire	17%	49%	0%	38%
	Secondaire	37%	66%	0%	56%
	Postsecondaire	28%	61%	0%	48%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	11%	23%	0%	18%
	Majorité	29%	58%	0%	54%
	Opposition	41%	60%	0%	56%
	NSP	0%	46%	0%	46%
Pour quel parti voterait demain	Ne voterait pas	17%	31%	0%	23%
	RPM	19%	47%	0%	42%
	URD	26%	60%	0%	52%
	ADEMA-PASJ	19%	46%	0%	40%
	RpDM	4%	53%	0%	35%
	CODEM	16%	43%	0%	37%
	ADP-Maliba	43%	64%	0%	54%
	YELEMA	11%	55%	0%	41%
	ASMA-CFP	64%	52%	0%	54%
	Autres	29%	56%	0%	50%
NSP	4%	20%	0%	16%	
Total		18%	43%	0%	36%

1.2.4. Risque d'intimidation politique ou de violence

Le risque d'intimidation politique ou de violence a été également évalué au cours de ce round d'Afrobarometer (Tableau 5). Il apparaît nettement que moins de 2 personnes sur 10 ont affirmé avoir fait l'objet d'intimidation (17%). Sur ce total, 18% sont allés voter contre 16% d'abstention.

Les plus grands risques sont observés à Gao-Kidal (28%), Ségou (27%) et Kayes (22%). Il se trouve que ces régions sont aussi situées dans les zones dite rouges où sévissent l'insécurité, le djihadisme ou encore les conflits intercommunautaires. Pourtant ce risque bien que perceptible et réel dans ces régions n'a pas empêché les citoyens de voter, en tout cas selon leur déclaration, soit 28% à Gao-Kidal et Ségou et 25% à Kayes. La peur est plus perceptible en milieu rural et au niveau des femmes, respectivement 19% et 20% contre 13% et 14% pour le genre opposé. Les adultes de la tranche d'âge 36-45 ans et les pauvres ont les plus

peur, 23% contre seulement 10% des 66 ans et plus, avec 25% des pauvres contre 18% des non pauvres.

Tableau 5. Risque d'intimidation politique ou de violence

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	17%	25%	0%	22%
	Koulikoro	20%	17%	0%	18%
	Sikasso	22%	16%	0%	18%
	Ségou	18%	28%	0%	27%
	Mopti	4%	9%	0%	8%
	Tombouctou	9%	4%	0%	5%
	Gao-Kidal	27%	28%	0%	28%
	Bamako	13%	8%	0%	11%
Milieu	Urbain	13%	12%	0%	13%
	Rural	18%	19%	0%	19%
Sexe	Homme	15%	14%	0%	14%
	Femme	17%	22%	0%	20%
Age	18 - 25 ans	15%	18%	0%	16%
	26 - 35 ans	21%	18%	0%	19%
	36 - 45 ans	21%	23%	0%	23%
	46 - 55 ans	4%	13%	0%	12%
	56 - 65 ans	8%	16%	0%	15%
	66+ ans	8%	10%	0%	10%
Génération	18-35 ans	18%	18%	0%	18%
	36-60 ans	15%	19%	0%	18%
	61+ ans	6%	13%	0%	12%
Enquête Gouvernement	Non	15%	17%	0%	17%
	Oui	18%	18%	0%	18%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté vécue	24%	14%	0%	18%
	Faible pauvreté vécue	6%	11%	0%	9%
	Pauvreté vécue modérée	26%	18%	0%	20%
	Pauvreté vécue élevée	17%	28%	0%	25%
Total		16%	18%	0%	17%

1.3. Les parties prenantes

Cette section aborde successivement les contacts menés par les partis politiques au cours de la campagne, la couverture médiatique, les interventions des policiers/militaires ou encore la perception du rôle de l'administration territoriale.

1.3.1. Parti politique ayant contacté l'électeur

Le tableau 6 donne la liste des partis politiques qui ont contacté des électeurs pendant les élections présidentielles de 2018. Le RPM, en tant que parti au pouvoir à l'époque, vient largement en tête avec 43% suivi loin derrière par l'URD avec 24% et l'ADEMA avec 12%, autrement dit l'ADEMA originel dont sont issus les deux premiers écraserait l'ensemble des autres partis avec près de 80 (79%).

Très loin derrière ce trio de partis, arrivent la CODEM et l'ADP-Maliba avec 5% chacun et le parti YELEMA avec 4%. Sur ces partis, seul le parti ADP-Maliba, et dans une certaine mesure le parti YELEMA, présentent un taux d'abstention supérieur au taux de vote, soit 13% contre 3% et 4% contre 3%.

Tableau 6. Parti qui a contacté l'électeur

	Pas voté	Voté	Total
RPM	27%	46%	43%
URD	25%	24%	24%
ADEMA	6%	14%	12%
CODEM	5%	5%	5%
ADP – Maliba	13%	3%	5%
YELEMA	4%	3%	4%
CNID – Faso Yiriwa Ton	9%	1%	2%
ASMA – CFP	3%	2%	2%
RpDM	0%	2%	2%
PARENA	1%	2%	2%
MPR	0%	2%	2%
SADI	6%	1%	2%
UDD	0%	2%	1%
UM-RDA	0%	1%	1%
FARE – An Ka Wuli	1%	1%	1%
CDS – Mogo Tigiya	2%	1%	1%
PDES	1%	1%	1%
PSP	2%	0%	0%

1.3.2. Couverture médiatique

Une des questions de l'enquête portait sur le niveau de couverture médiatique de la campagne présidentielle de 2018. Au total, la majorité des personnes interrogées de Gao-Kidal, de Mopti, Bamako et Tombouctou estiment que la couverture médiatique de la campagne présidentielle de 2018 n'a pas été du tout équitable, soit respectivement 56%, 54%, 53% et 51%. C'est pourquoi près de 7 personnes sur 10 n'ont pas jugé nécessaire de voter à Gao-Kidal et à Tombouctou (68% et 70%). Cette tendance est maintenue aussi bien au niveau des urbains que des hommes avec des taux supérieurs à la moyenne nationale de 47%, soit 54% respectivement 47.5%.

Les jeunes des tranches d'âge de 26-35 ans et 36-45 ans ainsi que l'opposition jugent inéquitable la couverture médiatique de la campagne présidentielle de 2018 à l'opposé des classes d'âge de 46-55 ans et de 56-65 ans mais les personnes se réclamant de la majorité avec des taux de 36%, 39% et 46%. Nonobstant ce handicap sur le plan médiatique, les citoyens de Mopti, de Gao-Kidal et Bamako sont allés voter aux élections présidentielles avec des scores relativement importants de 53% chacune. Cette tendance est également observée auprès des primo-votants (18-25 ans) à 50%, des adultes de 36-45 ans avec 52% et des personnes de plus de 66 ans avec 51.8%.

Tableau 7. Couverture médiatique non équitable des candidats

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	38,6%	46,9%	0,0%	44,2%
	Koulikoro	49,6%	35,5%	100,0%	41,0%
	Sikasso	40,0%	41,6%	0,0%	41,1%
	Ségou	41,6%	43,6%	0,0%	43,4%
	Mopti	58,7%	52,8%	0,0%	54,3%
	Tombouctou	70,3%	45,8%	0,0%	51,3%
	Gao-Kidal	68,0%	51,7%	0,0%	56,3%
Milieu	Bamako	53,1%	52,9%	0,0%	53,0%
	Urbain	56,0%	53,1%	0,0%	54,2%
Sexe	Rural	45,5%	43,3%	100,0%	43,9%
	Homme	51,9%	45,8%	0,0%	47,5%
Age	Femme	46,4%	45,2%	100,0%	45,6%
	18 - 25 ans	45,0%	50,0%	100,0%	47,4%
	26 - 35 ans	57,4%	47,1%	0,0%	50,4%
	36 - 45 ans	40,7%	52,4%	0,0%	50,0%
	46 - 55 ans	58,0%	31,3%	0,0%	35,9%
	56 - 65 ans	42,5%	38,0%	0,0%	38,7%
Majorité-opposition	66+ ans	49,5%	51,8%	0,0%	51,4%
	Proche d'aucun parti	42,0%	45,4%	100,0%	44,0%
	Majorité	66,9%	43,2%	0,0%	46,4%
	Opposition	65,8%	49,7%	0,0%	53,4%
Total	NSP	0,0%	16,3%	0,0%	16,3%
		49,0%	45,5%	100,0%	46,6%

1.3.3. Intervention des policiers ou militaires

Au cours du round 8, il a été demandé aux citoyens s'ils ont bénéficié de l'aide des policiers/militaires pour voter. Ils sont 3.5% à avoir bénéficié de cet appui pour un taux de vote de 3.5% contre 3.6% d'abstention. L'appui des policiers/militaires a permis à 8.3% de personnes ayant le niveau postsecondaire, 7.6% du milieu urbain, 7.3% de Ségou ou encore 6.5% de Bamako de voter aux élections présidentielles de 2018 à l'inverse des personnes ayant le niveau secondaire (9.4%), de l'opposition (10%), de Tombouctou (7.7%) et de Bamako (6.5%), taux largement au-dessus de la moyenne d'abstention de 3.6%.

Tableau 8. Aide des policiers/militaires pour voter

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	5,9%	1,9%	0,0%	3,2%
	Koulikoro	2,2%	3,3%	0,0%	2,9%
	Sikasso	0,0%	2,2%	0,0%	1,5%
	Ségou	0,0%	7,3%	0,0%	6,5%
	Mopti	4,7%	1,3%	0,0%	2,2%
	Tombouctou	7,7%	0,0%	0,0%	1,7%
	Gao-Kidal	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Bamako	6,5%	6,5%	0,0%	6,5%
Milieu	Urbain	5,7%	7,6%	0,0%	6,8%
	Rural	2,6%	2,3%	0,0%	2,3%
Education	Aucun	2,9%	3,0%	0,0%	3,0%
	Primaire	0,6%	2,1%	0,0%	1,6%
	Secondaire	9,4%	5,2%	0,0%	6,7%
	Postsecondaire	7,4%	8,3%	0,0%	7,9%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	2,6%	4,1%	0,0%	3,5%
	Majorité	0,0%	4,4%	0,0%	3,8%
	Opposition	10,0%	1,5%	0,0%	3,5%
	NSP	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total		3,6%	3,5%	0,0%	3,5%

Il est loisible d'affirmer que les présidentielles 2018 ont été calmes au regard du taux relativement faible d'intimidation enregistré auprès des citoyens de 3.5% par les forces de sécurité ou un parti politique (Tableau 9). Les intimidations ont été plus perceptibles à Sikasso avec un taux de 7% et à Bamako avec 5%. Malgré ces intimidations, 8% ont affirmé avoir voté à Ségou, 6% à Bamako et 5% pour les personnes ayant le niveau postsecondaire.

Tableau 9. Force de sécurité ou parti politique intimide électeur

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	3,0%	0,9%	0,0%	1,5%
	Koulikoro	2,2%	4,5%	0,0%	3,6%
	Sikasso	1,8%	0,9%	0,0%	1,2%
	Ségou	3,9%	7,8%	0,0%	7,4%
	Mopti	2,3%	3,2%	0,0%	3,0%
	Tombouctou	0,0%	1,6%	0,0%	1,2%
	Gao-Kidal	4,3%	2,8%	0,0%	3,2%
	Bamako	4,0%	6,1%	0,0%	5,1%
Education	Aucun	3,6%	4,2%	0,0%	4,1%
	Primaire	1,6%	2,4%	0,0%	2,1%
	Secondaire	3,0%	4,3%	0,0%	3,8%
	Postsecondaire	2,2%	5,0%	0,0%	3,9%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	2,9%	2,2%	0,0%	2,5%
	Majorité	2,8%	4,0%	0,0%	3,8%
	Opposition	2,3%	6,1%	0,0%	5,2%
	NSP	0,0%	8,8%	0,0%	8,8%
Total		2,8%	3,8%	0,0%	3,5%

1.3.4. Administration territoriale

Un des défis des élections au Mali demeure la sincérité dans le décompte des voix. Ainsi, il a été demandé aux citoyens leur perception sur le décompte des voix des élections présidentielles de 2018. Un peu plus de 2 maliens sur 10 (22%) estiment que le décompte des voix n'a pas été fidèle au regard des résultats des élections présidentielles. Sur cet ensemble, un peu plus d'un quart (25.6%) n'ont pas voté contre 21% de votants. Les votants se retrouvent beaucoup plus à Bamako et dans le milieu urbain avec des scores respectifs de 41% et 36%, taux largement supérieurs au taux moyen de 21%. Les personnes ayant le niveau secondaire et postsecondaire se sont abstenues de voter avec des taux de 44% et de 37%.

Tableau 10. Décompte pas fidèle aux résultats des urnes

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	31,4%	23,9%	0,0%	26,4%
	Koulikoro	20,1%	16,6%	0,0%	17,8%
	Sikasso	18,1%	17,1%	0,0%	17,4%
	Ségou	13,0%	22,2%	0,0%	21,2%
	Mopti	29,7%	16,9%	0,0%	20,1%
	Tombouctou	14,9%	9,9%	0,0%	11,0%
	Gao-Kidal	24,7%	17,2%	0,0%	19,3%
	Bamako	35,5%	40,6%	0,0%	38,2%
Milieu	Urbain	36,0%	35,9%	0,0%	35,9%
	Rural	20,4%	16,7%	0,0%	17,7%
Education	Aucun	18,2%	17,9%	0,0%	17,9%
	Primaire	24,1%	20,4%	0,0%	21,6%
	Secondaire	36,7%	26,9%	0,0%	30,3%
	Postsecondaire	44,2%	36,2%	0,0%	39,3%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	23,5%	21,8%	0,0%	22,5%
	Majorité	15,9%	12,1%	0,0%	12,6%
	Opposition	39,9%	30,4%	0,0%	32,7%
	NSP	0,0%	22,5%	0,0%	22,5%
Total		25,6%	21,1%	0,0%	22,4%

Plus de 6 personnes sur 10 (61%) ont estimé que les élections présidentielles de 2018 ont été irrégulières et cela est affirmé beaucoup plus à Bamako (74%), Gao-Kidal (72.5%) et Mopti (66.5%) comparativement à Koulikoro et Tombouctou (54% chacune). Malgré son caractère jugé irrégulier, beaucoup de maliens sont allés voter en 2018 aux élections présidentielles avec des scores de 76% à Bamako, 67% à Gao-Kidal, 63.5% à Mopti et 60% pour les personnes proches d'un parti politique contre une moyenne nationale de 60%. A l'inverse, près de 9 personnes sur 10 (87%) n'ont pas voté à Gao-Kidal, plus de 7 personnes sur 10 à Tombouctou, Mopti et Bamako (78%, 75% et 71.9%) à cause de la présomption d'irrégularité des votes de 2018 contre une moyenne nationale de 64%.

Tableau 11. Elections 2018 irrégulières

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	59,8%	55,6%	0,0%	57,0%
	Koulikoro	61,1%	49,3%	100,0%	53,9%
	Sikasso	52,0%	55,9%	0,0%	54,6%
	Ségou	50,6%	61,8%	0,0%	60,5%
	Mopti	75,2%	63,5%	0,0%	66,5%
	Tombouctou	78,0%	47,4%	0,0%	54,2%
	Gao-Kidal	86,7%	67,0%	0,0%	72,5%
	Bamako	70,9%	77,6%	0,0%	74,4%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	59,9%	60,3%	100,0%	60,1%
	Majorité	73,5%	56,4%	0,0%	58,7%
	Opposition	74,7%	63,1%	0,0%	65,8%
	NSP	0,0%	47,6%	0,0%	47,6%
Total		64,0%	59,6%	100,0%	61,0%

1.4. Crédibilité des élections

La crédibilité des élections est un des défis les plus importants pour le processus démocratique du Mali après plus de 30 ans d'ouverture démocratique. Cette crédibilité a été évaluée sur la base d'un certain nombre d'indicateurs, à savoir le niveau de transparence et de

liberté des élections, le vote contre un cadeau/argent, le décompte des votes, le double vote, le viol du secret du vote ou encore la fidélité des résultats proclamés par la CENI.

1.4.1. Elections libres et transparentes

De façon générale, les maliens pensent que les élections présidentielles de 2018 n'ont été ni libres ni transparentes contre seulement 26% d'avis positif (Tableau 12). Ce quart de personnes ayant jugé les élections libres et transparentes se rencontrent majoritairement à Bamako (47%), dans le milieu urbain et les personnes ayant le niveau postsecondaire (43%), à Kayes (35%) et dans l'opposition (34%). Il faut noter qu'une majorité relative des personnes résidant à Bamako (45%), en milieu urbain (40%) et avec le niveau postsecondaire ont effectivement voté lors des élections présidentielles de 2018.

Les partisans de l'opposition ont justifié leur abstention par l'absence de transparence et de liberté lors des élections présidentielles. Ils sont ainsi 31% en moyenne à ne pas user de ce droit fondamental qu'est le droit de vote. Cet état de fait est observé auprès des personnes ayant le niveau postsecondaire avec 53% d'abstention, à Bamako avec 50% et dans la région de Kayes avec 43%. Ces taux sont largement au-dessus de la moyenne d'abstention nationale de 31%.

Tableau 12. Liberté et transparence des élections

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	43%	31%	0%	35%
	Koulikoro	29%	19%	0%	23%
	Sikasso	23%	19%	0%	21%
	Ségou	20%	28%	0%	27%
	Mopti	17%	15%	0%	15%
	Tombouctou	0%	14%	0%	11%
	Gao-Kidal	15%	14%	0%	14%
	Bamako	50%	45%	0%	47%
Milieu	Urbain	48%	40%	0%	43%
	Rural	23%	19%	0%	20%
Sexe	Homme	29%	24%	0%	26%
	Femme	33%	24%	0%	27%
Education	Aucun	24%	20%	0%	21%
	Primaire	29%	26%	0%	27%
	Secondaire	38%	29%	0%	32%
	Postsecondaire	53%	36%	0%	43%
Religion	Chrétien	8%	12%	0%	11%
	Musulman	33%	25%	0%	27%
	Autre	11%	16%	0%	15%
Religion confrérique	Chrétien	0%	0%	0%	0%
	Chrétien confrérique	12%	22%	0%	19%
	Musulman	31%	24%	0%	26%
	Musulman confrérique	47%	36%	0%	39%
	Autre	11%	16%	0%	15%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	32%	24%	0%	28%
	Majorité	13%	16%	0%	16%
	Opposition	38%	33%	0%	34%
	NSP	0%	32%	0%	32%
Enquête Gouvernement	Non	33%	27%	0%	29%
	Oui	28%	18%	0%	21%
Total		31%	24%	0%	26%

1.4.2. Offre de cadeau ou d'argent

Au Mali comme ailleurs en Afrique, le vote est soumis à la distribution massive de cadeaux et d'argent à des leaders communautaires mais aussi aux jeunes et femmes ainsi qu'aux mobilisateurs. En 2018, l'Etat avait interdit la distribution de gadgets et autres T-shirts pour ne pas influencer le vote des électeurs. Ainsi, il a été demandé aux citoyens s'ils avaient échangé leur vote contre un cadeau ou de l'argent. Moins d'une personne sur dix (6%) ont affirmé avoir reçu un cadeau ou de l'argent pour voter pour 7% de personnes ayant effectivement voté et 3% d'abstention. Les cadeaux/argent ont été distribués à Gao-Kidal, du moins selon les réponses enregistrées, soit 13% contre 0% à Sikasso.

Tableau 13. Vote contre cadeau/argent

	Pas voté	Voté	NSP	Total
Kayes	2%	10%	0%	7%
Koulikoro	7%	6%	0%	6%
Sikasso	0%	0%	0%	0%
Ségou	0%	8%	0%	7%
Mopti	5%	6%	0%	6%
Tombouctou	8%	7%	0%	7%
Gao-Kidal	11%	13%	0%	13%
Bamako	0%	9%	0%	5%
Total	3%	7%	0%	6%

1.4.3. Décompte des votes

Près d'un tiers des personnes interviewées (29%) estiment que le décompte des voix a été mauvais lors des élections présidentielles de 2018 pour un taux de 28% de vote effectif et 30% d'abstention (Tableau 14). Les sceptiques se retrouvent prioritairement dans les régions de Koulikoro, Sikasso (32%, 30%), dans la capitale Bamako (44%), dans le milieu urbain (39%). Cette tendance est maintenue au niveau des adultes de 36-45 ans et de 46-55 ans (31%) mais aussi à partir du niveau secondaire (36%). Malgré leur scepticisme, les citoyens de Bamako et de Koulikoro sont allés voter, pour respectivement 45% et 37% ainsi que dans le milieu urbain pour 38%.

Tableau 14. Mauvais décompte des votes

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	25%	21%	0%	22%
	Koulikoro	24%	37%	0%	32%
	Sikasso	32%	29%	0%	30%
	Ségou	16%	21%	0%	21%
	Mopti	30%	28%	0%	29%
	Tombouctou	22%	13%	0%	15%
	Gao-Kidal	19%	30%	0%	27%
	Bamako	42%	45%	0%	44%
Milieu	Urbain	42%	38%	0%	39%
	Rural	24%	25%	0%	25%
Age	18 - 25 ans	31%	35%	0%	33%
	26 - 35 ans	25%	23%	0%	24%
	36 - 45 ans	29%	32%	0%	31%
	46 - 55 ans	35%	31%	0%	31%
	56 - 65 ans	41%	22%	0%	25%
	66+ ans	37%	22%	0%	25%
Génération	18-35 ans	28%	27%	0%	28%
	36-60 ans	32%	30%	0%	31%
	61+ ans	40%	21%	0%	24%
Education	Aucun	26%	25%	0%	25%
	Primaire	26%	31%	0%	30%
	Secondaire	42%	32%	0%	36%
	Postsecondaire	39%	35%	0%	36%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	29%	29%	0%	29%
	Majorité	22%	26%	0%	25%
	Opposition	38%	30%	0%	32%
	NSP	0%	16%	0%	16%
Total		30%	28%	0%	29%

1.4.4. Double vote de certains électeurs

Les élections au Mali sont aussi marquées par des votes multiples, phénomène encouragé par les partis politiques surtout en milieu urbain. Quoique pratiqué, seulement 16% de maliens disent avoir voté plusieurs fois. Ce phénomène se rencontre prioritairement à Bamako, dans le milieu urbain et à Gao-Kidal pour respectivement 30%, 29% et 26% et dans une certaine mesure à Koulikoro avec un taux de 22% selon les interviewés. Plus de 3 personnes sur 10 (34%) ont voté à Bamako sachant bien qu'il y a eu des votes multiples en 2018, 25% à Koulikoro et Gao-Kidal, 28% dans le milieu urbain.

Tableau 15. Voter plus d'une fois aux présidentielles de 2018

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	14%	10%	0%	11%
	Koulikoro	19%	25%	0%	22%
	Sikasso	17%	13%	0%	14%
	Ségou	8%	9%	0%	9%
	Mopti	13%	7%	0%	9%
	Tombouctou	0%	4%	0%	3%
	Gao-Kidal	28%	25%	0%	26%
	Bamako	26%	34%	0%	30%
Milieu	Urbain	31%	28%	0%	29%
	Rural	11%	11%	0%	11%
Age	18 - 25 ans	19%	21%	0%	20%
	26 - 35 ans	18%	12%	0%	14%
	36 - 45 ans	16%	18%	0%	18%
	46 - 55 ans	19%	13%	0%	14%
	56 - 65 ans	14%	10%	0%	11%
	66+ ans	5%	8%	0%	7%
Génération	18-35 ans	19%	15%	0%	17%
	36-60 ans	16%	16%	0%	16%
	61+ ans	9%	8%	0%	8%
Education	Aucun	13%	11%	0%	12%
	Primaire	19%	19%	0%	19%
	Secondaire	22%	17%	0%	19%
	Postsecondaire	26%	23%	0%	24%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	18%	16%	0%	17%
	Majorité	10%	11%	0%	11%
	Opposition	22%	18%	0%	19%
	NSP	0%	8%	0%	8%
Total		18%	15%	0%	16%

1.4.5. Probabilité de viol du secret du vote

Une des problématiques des élections au Mali réside dans le viol du secret du vote. Ainsi, les maliens sont à 14% à penser que le secret du vote a été violé lors des élections présidentielles de 2018. Malgré cet état de fait, 14% ont effectivement voté contre un taux d'abstention de 16%.

Les personnes sceptiques sont majoritairement à Kayes et à Bamako avec un taux de 20% sur le plan régional et 19% au niveau de l'opposition. Malgré leur scepticisme, près de 2 maliens sur 10 (19%) ont voté à Kayes et au niveau de l'opposition contre des taux d'abstention de 23% pour les régions de Kayes, Ségou et le district de Bamako et 20% pour l'opposition.

Tableau 16. Probable que le secret du vote soit violé

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	23%	19%	0%	20%
	Koulikoro	4%	18%	0%	12%
	Sikasso	18%	11%	0%	13%
	Ségou	23%	14%	0%	15%
	Mopti	8%	12%	0%	11%
	Tombouctou	0%	0%	0%	0%
	Gao-Kidal	14%	11%	0%	12%
	Bamako	23%	17%	0%	20%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	15%	13%	0%	14%
	Majorité	12%	10%	0%	10%
	Opposition	20%	19%	0%	19%
	NSP	0%	16%	0%	16%
Enquête Gouvernement	Non	17%	16%	0%	16%
	Oui	14%	10%	0%	11%
Total		16%	14%	0%	14%

1.4.6. Fidélité des résultats proclamés

Un des acteurs majeurs du processus électoral au Mali est la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Elle a été introduite en janvier 1997 dans l'architecture électorale dans un contexte de tension entre le parti au pouvoir (ADEMA) et les partis de l'opposition (COPPO). Si en 1997, elle s'est chargée d'organiser les élections (depuis l'établissement des listes jusqu'à la proclamation des résultats), son rôle a été réduit à la supervision et au suivi des élections à partir de 2011 (loi 2011-085 du 30 décembre 2011). L'enquête du round 8 sondait les citoyens sur la sincérité des résultats proclamés par la CENI (Tableau 17). Ainsi, plus de 7 personnes sur 10 (72%) ont affirmé que les résultats de la CENI étaient fidèles aux votes enregistrés dans les bureaux de vote en 2018. Cette opinion favorable est beaucoup plus présente dans la région de Tombouctou et dans la majorité avec plus de 8 personnes sur 10, soit 86% et 84%. Cela est d'autant plus vrai que 90% ont voté à Tombouctou, 80% à Koulikoro et Sikasso. Les sceptiques se rencontrent majoritairement au niveau des personnes ayant le niveau postsecondaire (57%) et à Bamako (55%).

Tableau 17. Résultats de la CENI fidèles au vote

		Pas voté	Voté	NSP	Total
Région	Kayes	52%	70%	0%	64%
	Koulikoro	71%	80%	100%	77%
	Sikasso	74%	80%	0%	78%
	Ségou	75%	73%	0%	73%
	Mopti	62%	80%	0%	75%
	Tombouctou	73%	90%	0%	86%
	Gao-Kidal	70%	81%	0%	78%
	Bamako	56%	54%	0%	55%
Milieu	Urbain	54%	60%	0%	58%
	Rural	70%	79%	100%	77%
Education	Aucun	70%	78%	100%	76%
	Primaire	65%	76%	0%	72%
	Secondaire	56%	68%	0%	64%
	Postsecondaire	50%	62%	0%	57%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	65%	72%	100%	69%
	Majorité	78%	84%	0%	84%
	Opposition	52%	68%	0%	65%
	NSP	0%	78%	0%	78%
Total		64%	75%	100%	72%

2. Elections et performances des élus

La perception des maliens sur les élections et les performances des élus a été mesurée dans un premier temps par les actions des élus et dans un second temps par l'utilité des élections pour le Mali.

2.1. Les élus et leurs actions

Les performances des élus et des chefs coutumiers et les responsables des actions des élus constituent les principaux points abordés dans cette sous-section.

2.1.1. Performances des élus et des chefs coutumiers

Il a été demandé aux citoyens maliens de donner leurs perceptions sur la performance de certaines autorités, à commencer par le Président de la République, le député, le conseiller communal ou encore le chef traditionnel.

Au total, plus de 6 maliens sur 10 (61%) sont en désaccord avec la performance du Président contre 38% d'avis favorable. Le Président a été décrié majoritairement dans la région de Gao-Kidal où près de 9 maliens sur 10 (87%) ne sont pas d'accord avec ses performances. Cette région est suivie par les régions de Mopti et de Tombouctou avec 74% et 72%. Cet avis est certainement dû à la gestion de la crise sécuritaire qui s'est transformée en conflits intercommunautaires mal gérés par le pouvoir en place. En effet, débutée au nord en 2012, l'insécurité s'est propagée au centre et à l'Ouest du pays sous le règne d'Ibrahim Boubacar Kéïta. Il faut noter que les personnes éduquées sont également très critiques envers le Président de la République avec 74% pour le postsecondaire et 65% pour le secondaire et l'opposition avec 73%.

A l'inverse, la performance du Président avait plutôt été bien apprécié dans les régions de Sikasso avec 55% et de Koulikoro avec 46% mais aussi par les personnes se réclamant de la majorité présidentielle bien sûr avec 45%.

Tableau 18. Performance du Président IBK

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	56%	42%	2%
	Koulikoro	54%	46%	0%
	Sikasso	44%	55%	2%
	Ségou	62%	37%	0%
	Mopti	74%	25%	1%
	Tombouctou	72%	27%	2%
	Gao-Kidal	87%	13%	0%
Education	Bamako	69%	30%	2%
	Aucun	59%	40%	2%
	Primaire	58%	41%	1%
	Secondaire	65%	34%	1%
Majorité-opposition	Postsecondaire	74%	26%	0%
	Proche d'aucun parti	59%	39%	2%
	Majorité	54%	45%	1%
	Opposition	73%	27%	0%
Enquête Gouvernement	NSP	40%	60%	0%
	Non	65%	34%	1%
	Oui	52%	47%	1%
Total		61%	38%	1%

Tout comme celle du Président, la performance du député est aussi décriée au Mali à l'issue du round 8 des enquêtes Afrobarometer avec 70% contre 29% d'avis favorable. Les plus sévères contre la performance du député sont de Mopti et de l'opposition avec plus 82% des interviewés. Ceux-ci sont suivis par Gao-Kidal (78%), le milieu urbain et la région de Ségou avec 76% chacun.

A l'opposé, certaines régions semblent en accord avec la performance de leurs députés. C'est le cas de Sikasso avec 46%, de Koulikoro avec 40%, les proches d'un parti politique (32%) ou encore le milieu rural et la majorité présidentielle (31% pour chaque catégorie).

Tableau 19. Performance du député

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	74%	25%	2%
	Koulikoro	60%	40%	0%
	Sikasso	52%	46%	3%
	Ségou	76%	24%	0%
	Mopti	82%	18%	0%
	Tombouctou	75%	21%	3%
	Gao-Kidal	78%	22%	0%
	Bamako	76%	21%	3%
Milieu	Urbain	77%	21%	2%
	Rural	67%	31%	1%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	65%	32%	2%
	Majorité	68%	31%	1%
	Opposition	82%	18%	0%
	NSP	67%	33%	0%
Enquête Gouvernement	Non	74%	25%	2%
	Oui	62%	37%	1%
Total		70%	29%	1%

Les avis sur la performance du conseiller communal sont mitigés, soit 52% de désaccord contre 48% d'accord. Malgré cet avis mitigé, 7 personnes sur 10 sont sceptiques sur la performance du conseiller communal dans le milieu urbain (70%) et à Bamako (73%). Cet avis est également partagé par 64% à Ségou, 63% pour le niveau secondaire et postsecondaire et dans une certaine mesure dans l'opposition avec 58%. A l'inverse, les performances du conseiller communal sont jugées favorables à Sikasso et Mopti avec 67% et 60%, dans la majorité présidentielle avec 57% et dans le milieu rural avec 54%.

Tableau 20. Performance du conseiller communal

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	54%	45%	1%
	Koulikoro	48%	51%	1%
	Sikasso	33%	67%	0%
	Ségou	64%	35%	1%
	Mopti	40%	60%	0%
	Tombouctou	52%	48%	0%
	Gao-Kidal	54%	46%	0%
	Bamako	73%	26%	2%
Milieu	Urbain	70%	29%	1%
	Rural	45%	54%	1%
Education	Aucun	47%	52%	0%
	Primaire	51%	48%	2%
	Secondaire	63%	37%	0%
	Postsecondaire	63%	37%	0%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	53%	46%	1%
	Majorité	43%	57%	0%
	Opposition	58%	41%	0%
	NSP	37%	63%	0%
Enquête Gouvernement	Non	54%	45%	1%
	Oui	47%	53%	0%
Total		52%	48%	1%

Près de 8 maliens sur 10 (77%) sont d'accord avec les performances du chef traditionnel comparativement au Président de la République ou encore au député de la localité contre seulement 22% d'avis contraire. La performance du chef traditionnel est bien perçue à Sikasso où plus de 9 personnes sur 10 l'approuvent. Cela est certainement dû au rôle et à la place que cette autorité joue encore dans notre société quoique l'Etat le confine à un rôle de supplétif de l'administration. Au-delà de Sikasso, la performance du chef traditionnel est également bien vue par les non pauvres (87%), à Mopti (82%), en milieu rural (80%) et chez les personnes n'ayant aucune formation formelle.

Tableau 21. Performance du chef traditionnel

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	29%	67%	4%
	Koulikoro	23%	77%	0%
	Sikasso	6%	94%	0%
	Ségou	25%	74%	1%
	Mopti	18%	82%	0%
	Tombouctou	30%	70%	0%
	Gao-Kidal	38%	62%	0%
	Bamako	31%	67%	3%
Milieu	Urbain	30%	67%	3%
	Rural	19%	80%	1%
Sexe	Homme	23%	76%	0%
	Femme	21%	77%	2%
Education	Aucun	20%	80%	1%
	Primaire	23%	75%	2%
	Secondaire	29%	71%	0%
	Postsecondaire	25%	72%	3%
Enquête Gouvernement	Non	26%	73%	1%
	Oui	15%	84%	1%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté vécue	11%	87%	1%
	Faible pauvreté vécue	18%	80%	1%
	Pauvreté vécue modérée	24%	74%	1%
	Pauvreté vécue élevée	28%	72%	1%
Total		22%	77%	1%

2.1.2. Responsables de l'action des élus

A la suite de l'évaluation de la performance du député, il a été demandé aux citoyens d'identifier des entités/personnes pouvant être responsables du travail des députés. De façon globale, les maliens estiment que les électeurs devraient être responsables du travail des députés, suivis respectivement du Président de la République et de leur parti politique (44%, 27% et 15%). Le score des électeurs est tiré par les ressortissants de Tombouctou avec 55%, de Sikasso avec 54% et des personnes ayant le niveau postsecondaire pour 51%. Quant au Président de la République, il a la faveur de Bamako mais aussi de Sikasso et de l'opposition, soit 32% pour la première catégorie et 30% pour les deux dernières. Quant aux collectivités territoriales, 2 personnes et plus y sont favorables à Koulikoro et à Gao-Kidal (22% et 19%).

Tableau 22. Qui devrait être responsable du travail des députés

		Président	Collectivité locale	Leur parti politique	Les électeurs	Personne	NSP
Région	Kayes	29%	11%	20%	34%	3%	3%
	Koulikoro	15%	22%	18%	39%	1%	5%
	Sikasso	30%	8%	7%	54%	1%	1%
	Ségou	29%	2%	18%	48%	1%	1%
	Mopti	28%	12%	16%	42%	1%	2%
	Tombouctou	29%	3%	11%	55%	0%	2%
	Gao-Kidal	23%	19%	30%	28%	0%	0%
Education	Bamako	32%	11%	12%	42%	2%	0%
	Aucun	27%	9%	13%	46%	2%	3%
	Primaire	30%	12%	18%	38%	1%	2%
	Secondaire	25%	15%	21%	39%	0%	0%
Majorité-opposition	Postsecondaire	20%	14%	15%	51%	0%	0%
	Proche d'aucun parti	28%	13%	15%	41%	1%	3%
	Majorité	22%	11%	18%	46%	1%	1%
	Opposition	30%	7%	15%	47%	0%	1%
Enquête Gouvernement	NSP	8%	8%	18%	48%	0%	19%
	Non	25%	11%	18%	43%	2%	2%
	Oui	31%	11%	11%	45%	0%	1%
Total		27%	11%	15%	44%	1%	2%

Les maliens estiment que l'Assemblée nationale (AN), les électeurs et le parti politique devraient être responsables du travail du Président de la République par ordre d'importance avec des moyennes de 49% pour le premier, 31% pour les seconds et 12% pour la troisième catégorie. Ce rôle dévolu à l'AN est évoqué prioritairement à Ségou pour près de 6 personnes sur 10 (57%), à Sikasso et Tombouctou pour 54%, chacune, chez les hommes (56%) et les personnes de niveau secondaire avec 60% et l'opposition pour 56%. Par contre, à Koulikoro ou encore à Sikasso, chez les femmes et des personnes n'ayant aucun niveau de formation formelle, l'on met en avant la place des électeurs dans le contrôle du travail du Président de la République avec des scores respectifs de 38%, 39%, 36% et 34%.

Tableau 23. Qui devrait être responsable du travail du Président de la République

		Exécutif	AN	Parti politique	Electeurs	Personne	NSP
Région	Kayes	6%	44%	11%	31%	6%	3%
	Koulikoro	6%	38%	12%	38%	1%	4%
	Sikasso	2%	54%	5%	39%	0%	0%
	Ségou	1%	57%	17%	23%	1%	1%
	Mopti	6%	49%	18%	24%	0%	1%
	Tombouctou	12%	54%	5%	25%	2%	2%
	Gao-Kidal	6%	44%	25%	24%	1%	0%
Sexe	Bamako	6%	48%	11%	32%	2%	1%
	Homme	5%	56%	11%	26%	1%	1%
Education	Femme	5%	41%	13%	36%	2%	2%
	Aucun	4%	45%	12%	34%	2%	3%
	Primaire	7%	49%	13%	28%	2%	1%
	Secondaire	3%	60%	13%	24%	1%	0%
Majorité-opposition	Postsecondaire	7%	50%	11%	32%	0%	0%
	Proche d'aucun parti	4%	45%	13%	34%	2%	2%
	Majorité	5%	50%	13%	30%	1%	1%
	Opposition	7%	56%	10%	25%	1%	1%
Enquête Gouvernement	NSP	0%	44%	0%	36%	0%	19%
	Non	5%	50%	12%	28%	2%	2%
Total	Oui	4%	46%	12%	37%	1%	1%
		5%	49%	12%	31%	2%	2%

2.2. Utilité des élections

La représentativité des députés, la révocabilité des dirigeants ou encore le vote et les projets de développement sont les trois points abordés successivement dans cette section portant sur l'utilité des élections.

2.2.1. Représentativité des élus à l'Assemblée nationale

Le tableau 24 donne la perception des citoyens sur le travail des députés. De façon globale, cet est mitigé ou également réparti, 48% de mal et de bien pour 4% de NSP. Par région, les citoyens estiment que les députés font bien leur travail à Kayes, Sikasso avec des scores de 73% et de 64% contre un avis défavorable (mal) de 86% et 59% à Gao-Kidal et Mopti. Si les personnes éduquées (secondaire et postsecondaire), apprécient mal le travail des députés à l'inverse des personnes n'ayant aucun niveau de formation formel, respectivement 61% et 59%. Les hommes sont plus sévères que les femmes tout comme les personnes ayant vécu une faible pauvreté.

Tableau 24. Les députés reflètent bien les vues des électeurs

		Mal	Bien	NSP
Région	Kayes	27%	73%	0%
	Koulikoro	52%	34%	15%
	Sikasso	34%	64%	2%
	Ségou	51%	47%	1%
	Mopti	59%	39%	2%
	Tombouctou	50%	39%	12%
	Gao-Kidal	86%	14%	0%
Sexe	Bamako	56%	40%	4%
	Homme	51%	46%	3%
Education	Femme	45%	49%	6%
	Aucun	42%	54%	4%
	Primaire	50%	43%	7%
	Secondaire	61%	38%	1%
Majorité-opposition	Postsecondaire	59%	38%	2%
	Proche d'aucun parti	45%	49%	6%
	Majorité	51%	46%	3%
	Opposition	52%	46%	2%
Enquête Gouvernement	NSP	30%	70%	0%
	Non	51%	44%	6%
Pauvreté vécue	Oui	42%	55%	2%
	Pas de pauvreté vécue	45%	55%	0%
	Faible pauvreté vécue	51%	46%	2%
	Pauvreté vécue modérée	47%	46%	7%
Total	Pauvreté vécue élevée	45%	51%	5%
		48%	48%	4%

2.2.2. Révocabilité des dirigeants

Est-il possible aux électeurs de révoquer les dirigeants incompetents ? Telle est la question posée aux citoyens pour sonder une façon innovante de remplacer des dirigeants avant les élections. Ainsi, 6 maliens sur 10 (60%) pensent sur les électeurs n'ont pas de pouvoir de révocation des dirigeants incompetents contre 36% d'avis favorable. L'impossibilité de révoquer les dirigeants est soutenue dans les régions de Sikasso et de Gao-Kidal avec des scores de 81% et 79%. Cet avis est également partagé par les 61 ans et plus, les non pauvres et les faiblement pauvres avec des taux respectifs de 71%, 68% et 65% tandis que l'avis contraire est soutenu à Kayes, Tombouctou et Bamako sur le plan régional (57%, 46% et 47%).

Tableau 25. Les électeurs peuvent révoquer les dirigeants qui ne comblent pas leurs attentes

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	43%	57%	0%
	Koulikoro	51%	31%	17%
	Sikasso	81%	16%	3%
	Ségou	59%	41%	0%
	Mopti	70%	28%	2%
	Tombouctou	51%	46%	3%
	Gao-Kidal	79%	21%	0%
	Bamako	49%	47%	3%
Génération	18-35 ans	59%	36%	5%
	36-60 ans	59%	38%	3%
	61+ ans	71%	22%	7%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	57%	37%	6%
	Majorité	60%	36%	4%
	Opposition	67%	32%	2%
	NSP	44%	56%	0%
Enquête Gouvernement	Non	60%	34%	6%
	Oui	59%	39%	2%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté vécue	68%	32%	0%
	Faible pauvreté vécue	65%	32%	3%
	Pauvreté vécue modérée	58%	35%	7%
	Pauvreté vécue élevée	53%	44%	3%
Total		60%	36%	4%

2.2.3. Vote et projets de développement

Pour évaluer la mise en œuvre équitable des projets de développement des communautés, les citoyens ont été sondés sur les conséquences négatives du non choix du parti au pouvoir, tels que le manque du soutien du gouvernement pour les services sociaux de base ou encore les projets de développement. La démocratie malienne semble encore sur la bonne voie puisque 52% de maliens estiment qu'ils ne sont pas victimes des conséquences négatives du parti au pouvoir contre 46% d'avis contraire.

Tableau 26. Souffrir de conséquences négatives de n'avoir pas voté le parti au pouvoir

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	38%	56%	6%
	Koulikoro	38%	58%	4%
	Sikasso	63%	36%	1%
	Ségou	44%	56%	0%
	Mopti	73%	26%	1%
	Tombouctou	75%	25%	0%
	Gao-Kidal	42%	58%	0%
Education	Bamako	51%	47%	2%
	Aucun	53%	44%	3%
	Primaire	52%	47%	1%
	Secondaire	42%	58%	1%
Majorité-opposition	Postsecondaire	59%	41%	0%
	Proche d'aucun parti	48%	49%	3%
	Majorité	60%	40%	0%
	Opposition	52%	46%	1%
Pour quel parti voterait demain	NSP	85%	15%	0%
	Ne voterait pas	57%	41%	2%
	RPM	49%	50%	1%
	URD	54%	46%	0%
	ADEMA-PASJ	52%	48%	0%
	RpDM	42%	55%	3%
	CODEM	68%	32%	0%
	ADP-Maliba	20%	78%	3%
	YELEMA	55%	45%	0%
	ASMA-CFP	52%	48%	0%
Total	Autres	45%	53%	1%
	NSP	59%	36%	5%
		52%	46%	2%

3. Partis politiques et appartenance partisane

L'appartenance partisane a été évaluée au cours du round 8 d'Afrobarometer par la proximité avec un quelconque parti politique et si oui lequelle encore les intentions de vote en cas d'élections prochainement.

3.1. Se sentir proche d'un quelconque parti politique

Au total, un peu plus de la moitié des maliens (51%) ne se sentent pas proches d'un quelconque parti politique contre 48% de proximité. Plus de 7 personnes sur 10 (72%) ne se sentent pas proche d'un parti politique à Sikasso. Cette région est suivie de très loin par la région de Koulikoro et le district de Bamako avec 58%, chacun. A l'inverse, 9 personnes sur 10 (90%) se sentent proches d'un parti politique à Tombouctou, région suivie respectivement par Gao-Kidal, Mopti et Ségou avec 60%, 58% et 57%.

Si les femmes et les urbains sont en majorité contre l'appartenance partisane, les ruraux et les hommes pensent le contraire, soit 59% et 56% contre 50% et 57%. Ce rejet des partis politiques s'expliquerait par la crise de confiance entre le peuple et ses élus, autrement dit la crise de représentation qui prend des ampleurs de plus en plus importantes. A la limite, les citoyens douteraient même de la crédibilité des hommes politiques. Cela est certainement dû aux frustrations engendrées par les illusions brisées de la participation publique ainsi que des réponses en deçà des attentes des citoyens.

Tableau 27. Se sentir proche d'un quelconque parti politique

		Non	Oui	NSP
Région	Kayes	47%	53%	0%
	Koulikoro	58%	41%	1%
	Sikasso	72%	28%	0%
	Ségou	41%	57%	2%
	Mopti	42%	58%	0%
	Tombouctou	10%	90%	0%
	Gao-Kidal	40%	60%	0%
	Bamako	58%	39%	3%
Milieu	Urbain	56%	42%	2%
	Rural	49%	50%	1%
Sexe	Homme	43%	57%	1%
	Femme	59%	40%	1%
Education	Aucun	55%	45%	1%
	Primaire	47%	52%	1%
	Secondaire	41%	57%	2%
	Postsecondaire	52%	47%	1%
Génération	18-35 ans	56%	43%	1%
	36-60 ans	46%	53%	1%
	61+ ans	42%	58%	0%
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	98%	0%	2%
	Majorité	0%	100%	0%
	Opposition	0%	100%	0%
	NSP	0%	100%	0%
Enquête Gouvernement	Non	50%	50%	0%
	Oui	53%	45%	2%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté	45%	53%	2%
	Faible pauvreté	48%	50%	2%
	Pauvreté modérée	54%	45%	0%
	Pauvreté élevée	51%	49%	0%
Total		51%	48%	1%

3.2. Se sentir proche de quel parti politique

Le tableau 28 montre la répartition des sympathisants (48%) entre les différents partis politiques au Mali. Ainsi, l'ADEMA "originel", à savoir le RPM, l'URD et l'ADEMA se taillent 28% des partisans avec respectivement 15% pour le premier, 8% pour le second et 5% pour le troisième. Les partisans du RPM, parti au pouvoir, viennent majoritairement de Tombouctou et de Koulikoro (46% et 19%), du milieu rural (17%) et sont des femmes (18%). Ils sont également âgés de 36 à 55 ans (20% pour la tranche d'âge 46-55 ans et 19% pour la tranche 36-45 ans) et ont majoritairement le niveau primaire avec 17%. Plus de 6 personnes sur 10 (61%) se réclament de la majorité.

Les militants de l'URD en tant que deuxième force politique se recrutent principalement aussi bien à Tombouctou qu'à Gao-Kidal (34% et 19%) et sont majoritairement éduqués (14% pour les personnes ayant le niveau secondaire et postsecondaire). Les militants de l'ADEMA et de la CODEM viennent de la région de Mopti (13% et 12%) tandis que ceux de l'ADP-Maliba et de l'ASMA sont originaires respectivement de Kayes (14%) et de Gao-Kidal (13%). Enfin, les autres partis ont des militants disséminés un peu partout sur toute l'étendue du territoire et ne semblent pas dégager de particularisme régional.

Tableau 28. Se sent proche ou non de tel parti politique (%)

		Aucun	RPM	URD	ADEMA	CODEM	ADP	YELEMA	ASMA	RpDM	SADI	CNID	UDD	UM-RDA	MPR	PARENA	Autres	NSP	
Région	Kayes	48	16	5	4	3	14	3	2	2	1	0	0	0	0	1	0	1	
	Koulikoro	59	19	7	3	2	0	2	0	3	1	0	1	0	0	1	2	0	
	Sikasso	72	10	0	4	2	1	3	0	1	1	0	2	0	2	0	3	0	
	Ségou	43	16	8	6	3	1	1	3	4	3	2	0	1	1	1	6	1	
	Mopti	42	13	10	13	12	1	0	1	0	0	1	0	2	0	0	4	1	
	Tombouctou	10	46	34	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0	3	0	0	3	0
	Gao-Kidal	40	11	19	9	1	0	1	13	0	0	0	0	0	1	0	0	4	0
	Bamako	61	7	9	1	3	5	4	2	1	2	1	2	0	1	0	2	0	
Milieu	Urbain	58	8	10	2	2	5	2	2	3	2	1	1	1	1	0	3	0	
	Rural	50	17	8	6	4	2	2	2	1	1	1	1	0	1	1	3	1	
Sexe	Homme	44	18	11	6	4	3	2	2	2	2	0	1	1	0	1	3	0	
	Femme	60	12	5	4	4	3	2	2	1	1	1	1	1	1	0	3	1	
Age	18 - 25 ans	62	12	6	4	2	4	2	1	2	1	0	0	0	0	0	2	1	
	26 - 35 ans	54	12	9	5	3	3	3	3	1	1	1	1	0	1	0	3	0	
	36 - 45 ans	48	19	9	5	6	2	2	1	1	1	0	1	1	0	1	3	0	
	46 - 55 ans	45	20	7	3	5	3	1	2	1	0	2	0	1	2	1	7	0	
	56 - 65 ans	43	16	10	12	4	1	0	1	2	0	1	3	1	0	2	1	3	
66+ ans	51	6	12	7	1	6	2	1	4	5	0	0	1	1	0	2	1		
Génération	18-35 ans	58	12	7	4	3	3	2	2	2	1	1	1	0	0	0	2	0	
	36-60 ans	47	19	8	5	2	1	2	1	1	1	0	0	1	1	1	4	1	
	61+ ans	42	11	14	8	4	4	1	1	3	3	0	3	1	1	1	2	2	
Education	Aucun	56	16	5	5	4	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	2	1	
	Primaire	48	17	10	7	4	3	0	2	1	1	1	0	0	1	0	4	0	
	Secondaire	43	14	14	3	3	8	3	1	1	1	1	1	1	0	0	5	0	
	Postsecondaire	53	6	14	1	4	2	5	2	6	2	0	2	2	0	0	1	0	
Religion	Chrétien	46	16	7	2	11	5	2	0	7	0	0	0	0	0	0	3	0	
	Musulman	52	15	8	5	4	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	3	1	
	Autre	59	21	3	6	3	0	0	0	3	0	2	1	0	0	0	2	0	
Religion confrérique	Chrétien	52	12	8	0	8	0	5	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	
	Chrétien confrérique	42	20	6	4	14	9	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Musulman	51	15	8	5	4	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	3	1	
	Musulman confrérique	58	14	7	5	2	2	0	0	3	3	1	0	1	0	0	3	2	
	Autre	59	21	3	6	3	0	0	0	3	0	2	1	0	0	0	2	0	
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Majorité	0	61	0	21	0	0	0	7	0	0	0	3	3	0	0	6	0	
	Opposition	0	0	36	0	17	13	8	0	7	5	3	0	0	3	2	6	0	
	NSP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	
Total		52	15	8	5	4	3	2	2	2	1	1	1	1	1	1	3	1	

3.3. Pour le candidat de quel parti voter demain

Au-delà de l'appartenance partisane, l'on a sondé pendant le round 8 d'Afrobarometer les intentions de vote si les élections ont lieu le lendemain. Au total, 16% des personnes interrogées ne souhaitent pas voter et ces abstentionnistes se retrouvent majoritairement dans les régions de Koulikoro et le district de Bamako avec 26% et 22% et sont généralement très éduqués (24% pour le postsecondaire).

Quant aux votants, près de 2 personnes sur 10 donneraient leur suffrage au RPM, parti au pouvoir pour 18%. Il faut noter que les partisans potentiels du RPM sont de Tombouctou, de Koulikoro et du milieu rural (37%, 25% et 19%). Les partisans de la deuxième force politique à savoir l'URD viennent de Tombouctou et de Gao-Kidal et dans une certaine mesure de Koulikoro (35%, 32% et 13%). Les autres partis sont représentés dans presque toutes les régions et sont inégalement répartis selon les autres différents déterminants.

Tableau 29. Pour quel candidat voter si élection demain (%)

	Voterait pas	RPM	URD	ADEMA	RpDM	CODEM	ADP	YELEMA	ASMA	SADI	UDD	CNID	UM-RDA	PARENA	PDES	MPR	PSP	CDS	FARE	Autres	
Région	Kayes	18	21	8	3	2	3	15	3	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4
	Koulikoro	26	25	13	4	8	2	0	3	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	Sikasso	15	13	1	8	3	3	0	2	0	1	3	0	0	0	0	2	0	2	1	2
	Ségou	13	21	10	9	7	3	1	2	4	4	3	2	1	1	1	1	1	0	1	3
	Mopti	8	9	13	18	4	14	2	0	1	0	0	1	2	1	2	0	1	0	0	3
	Tombouctou	4	37	35	2	0	0	0	0	2	2	0	0	3	0	0	0	0	0	0	3
	Gao-Kidal	7	13	32	19	0	1	0	1	18	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	4
Bamako	22	12	11	3	5	4	6	8	2	3	1	1	0	0	0	0	1	0	1	3	
Milieu	Urbain	19	14	11	4	9	3	6	5	2	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	2
	Rural	15	19	11	9	3	5	2	2	2	1	1	1	0	1	1	1	0	0	0	3
Sexe	Homme	14	18	13	9	7	5	3	4	2	2	1	1	1	1	1	1	0	1	0	3
	Femme	18	17	9	7	2	4	3	2	2	1	1	1	1	1	0	0	1	0	0	2
Age	18 - 25 ans	19	17	10	7	6	3	5	4	1	2	1	0	1	0	0	0	1	0	1	2
	26 - 35 ans	13	15	11	7	5	4	4	2	3	2	0	1	0	1	0	0	1	1	1	2
	36 - 45 ans	18	22	12	7	2	7	2	3	1	2	2	0	0	1	0	0	0	0	0	4
	46 - 55 ans	16	19	10	6	7	3	3	2	2	0	1	2	1	2	1	2	1	1	1	4
	56 - 65 ans	12	16	13	13	3	5	1	1	0	0	3	1	1	1	1	0	0	0	0	1
	66+ ans	10	13	15	12	4	2	4	1	1	5	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0
Education	Aucun	16	19	7	7	3	4	2	2	1	2	1	1	0	1	0	1	1	0	0	2
	Primaire	14	18	16	10	4	4	3	1	2	1	1	1	1	0	1	1	0	0	0	3
	Secondaire	13	19	15	7	4	5	9	5	2	4	0	1	1	1	0	1	1	2	2	2
	Postsecondaire	24	9	16	3	16	5	2	6	3	2	3	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Majorité-opposition	Proche d'aucun parti	27	11	6	5	4	3	2	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1	1	
	Majorité	4	45	3	19	2	1	0	0	5	0	1	0	3	0	1	0	1	1	0	3
	Opposition	4	3	31	1	8	13	11	6	0	5	0	3	0	2	0	2	1	0	0	6
	NSP	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté vécue	17	18	9	9	10	1	8	1	0	5	4	1	0	0	0	2	0	0	4	
	Faible pauvreté vécue	13	16	11	6	5	6	4	3	2	2	1	1	1	1	1	0	0	0	1	1
	Pauvreté vécue modérée	18	18	13	8	4	4	3	4	2	0	1	1	0	1	0	1	0	1	0	2
	Pauvreté vécue élevée	17	20	10	9	4	3	1	1	3	1	1	0	1	1	0	1	1	0	0	5
Total	16	18	11	8	5	4	3	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	3

Conclusions

L'instauration de la démocratie multipartite en 1991 a été interrompue en 2012, 21 ans après la chute du Général Moussa Traoré alors que ce mode de gouvernance avait été perçue comme une panacée devant permettre la création d'emploi pour les jeunes, apporter une certaine éthique dans la gestion des biens publics, etc. Le coup d'Etat de 2012 a mis en avant la mauvaise gestion de la rébellion, le gaspillage et autres déviances des "démocrates".

A la suite des négociations et des pressions, il a été organisé des élections présidentielles en 2013 mettant fin à une période transitoire civilo-militaire. Les élections de 2013 devaient donc marquer la continuité de ce processus et sonder "la solidité" d'un système "colmaté" entre acteurs nationaux et étrangers. Malheureusement, la tension demeurait vive entre les acteurs politiques de l'époque suite à l'arrivée de multitudes de troupes en appui au Mali. Nonobstant ces soutiens, le Mali sombrait de jour en jour dans les abîmes de l'insécurité qui s'est déplacée du Nord vers le centre et même le Sud. Aussi, l'enquête Afrobarometer intervenait dans ce contexte d'insécurité mais aussi d'absence de confiance entre les acteurs.

Malgré cette situation, les maliens ont toujours opté pour la démocratie en tant que mode de gouvernance, c'est ainsi que près de 7 maliens sur 10 (69%) ont affirmé avoir voté aux élections présidentielles de 2018 bien que seulement 34% aient participé à un meeting de campagne électorale.

Les différentes crises politiques et sécuritaires mais aussi la problématique du développement en général semblent avoir un impact sur l'adhésion ou la proximité aux partis politiques. Plus de la moitié des maliens ne se sentent pas proches d'un quelconque parti politique, est-ce le signe du désaveu du politique qui semble désigner comme le principal responsable de la déliquescence de l'Etat malien ? Aussi, la gestion du Président de la République a été très décriée par les maliens interviewés aussi bien que les députés et dans une certaine mesure les conseillers communaux. Seuls les chefs traditionnels sont respectés et adulés dans leurs tâches quotidiennes. En définitive, une crise de représentativité s'est installée au Mali à la suite de l'ouverture démocratique, les élites ne pensant qu'à la liberté d'expression, d'entreprendre tandis que le peuple aspire à un mieux-être, au développement tout court.

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle “**Les GREAT Cahiers**”, il entend :

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont :

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à “**Les GREAT Cahiers**” pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.